



Paris, le 13 septembre 2018

Arnaud MALAISÉ
Régis METZGER
Francette POPINEAU
co-secrétaires généraux

A

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la culture de l'évaluation dans laquelle vous souhaitez inscrire notre pays, vous avez mis en place des évaluations CP et CE1 à cette rentrée.

Les évaluations sont un outil essentiel pour l'enseignant afin de mesurer les réussites, les progrès et le chemin qui reste à parcourir et cela lui permet de comprendre les difficultés et d'adapter ainsi les réponses en termes d'apprentissage. Cette analyse des résultats est associée à une observation de l'élève et à ses empêchements à bien entrer dans les apprentissages : problèmes cognitifs mais aussi problèmes psychologiques, sociaux, culturels ou de santé. C'est cette analyse fine qui va permettre à l'enseignant d'apporter les réponses appropriées qui sont d'ordre pédagogiques mais quelquefois associées à d'autres types de remédiation.

Les évaluations telles que vous les proposez ne répondent pas aux exigences de notre métier : nous ne pouvons être réduits à des secrétaires qui saisissent des réponses, attendant qu'une machine nous restitue des remédiations qui ne tiennent pas compte de l'aspect humain. Nos élèves ne sont pas des robots et leur histoire particulière participe de la manière dont nous devons nous adresser à eux et de l'aide spécifique à laquelle ils ont droit. Comment penser l'école inclusive sans considérer la diversité des élèves ?

Et la « culture de l'évaluation » que vous appelez de vos vœux ne peut que nous inquiéter. Féru d'évaluations internationales, il ne vous a pas échappé que cette culture de l'évaluation ne manquait pas de revers : caractère anxiogène, travail des élèves essentiellement dirigé vers les tests, bachotage et résultats de ces systèmes très variables, voire pour certains une chute des résultats sans compter un risque de remise en cause de la diversité des pratiques pédagogiques dont l'efficacité est prouvée.

Nous avons, lors des évaluations précédentes en 2017, été entendus tardivement notamment sur la liberté d'exploitation laissée aux équipes. Cette fois nous n'avons pas été entendus sur le contenu. Or, nous avons beaucoup à dire car certaines épreuves mettent inutilement en difficulté les élèves.

La découverte du contenu des évaluations nous conforte dans notre analyse critique de ce dispositif. Ces évaluations sont mal conçues : items inadaptés aussi bien dans leur contenu que dans leur organisation, limitation du temps facteur de stress, explication et aide non autorisées. Ces conditions ne contribueront pas à renforcer l'estime de soi des élèves, peuvent les conduire à un sentiment d'échec et ne peuvent être utilisées au bénéfice des apprentissages.

Au vu de ces éléments et d'autres dont nous pourrions discuter, il nous semble inacceptable de se lancer dans une culture de l'évaluation sans confronter ce projet aux conséquences sur nos élèves.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé de les rendre publiques et que nous vous adressons une demande de moratoire dans le but de sursoir à leur passation.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre sincère et profond attachement au service public d'Éducation.

Pour le co-secrétariat,
Francette POPINEAU

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Popineau', written over a horizontal line.